

UN ÉLÉMENT INDISPENSABLE POUR LE SUCCÈS DE LA PLANIFICATION: L'ÉLABORATION DU PLAN PAR TOUS...

Il paraît d'autant plus difficile d'affirmer que la planification est le seul moyen d'organiser rationnellement et librement l'économie que les expériences de planification vécues jusqu'à présent n'ont pas permis aux pays qui l'ont mise en application d'atteindre les buts que nous recherchons, c'est-à-dire, comme l'affirment les partisans du régime soviétique, obtenir certes, dans l'intérêt de la société, un maximum de résultats, avec un minimum de dépenses, «*loi absolue de l'évolution économique*», mais ceci, en respectant les aspirations légitimes de chacun d'entre nous, travailleur et consommateur, à la libre disposition de soi-même, à la liberté.

Est-il possible de prévoir la production et de la réaliser conformément à la volonté de tous, suivant la formule «*à chacun selon ses besoins*»? Est-il possible de planifier dans la liberté, de telle sorte que tout, travailleurs, consommateurs, ouvriers, paysans, non seulement aient l'impression de participer, mais décident réellement de l'orientation à donner à l'économie? Ces questions posent les problèmes de l'élaboration du plan et de sa réalisation.

Il est bien entendu que la seule planification que nous envisageons est la planification intégrale, portant directement sur la production ou sur les formes de distribution, et que nous ne nous arrêtons pas sur la planification souple mise en application dans la plupart des pays capitalistes pour palier à l'insuffisance du mécanisme des prix et éviter les crises économiques, ou pour tenter de nationaliser l'intervention de l'État en matière économique, dans les pays de développement récent, en particulier.

LES INSUFFISANCES DU SOCIALISME SCIENTIFIQUE.

Il est intéressant de se baser sur les essais de planification intégrale qui ont été réalisés dans les pays à régime communiste et en U.R.S.S. en particulier, pour préciser cette notion de planification.

1- Les Soviétiques pensent que le socialisme scientifique confère aux dirigeants un don de prévision infaillible en matière de planification et qu'il est suffisant, par conséquent, que l'État soit propriétaire de l'ensemble des biens de production, qu'il organise rationnellement et coordonne cette production pour que le régime communiste soit instauré. Nous sommes loin d'avoir cette opinion et les faits plaident en notre faveur.

2- Cette idée contribue à donner un double caractère centraliste et impératif à la planification soviétique qui conduit à des résultats discutables.

En effet, malgré l'évolution des méthodes soviétiques de planification, malgré quelques essais de déconcentration industrielle, la planification soviétique reste extrêmement centralisée: le Gosplan de l'Union est l'organe principal du système. Évidemment, on s'est vite aperçu que les études du Gosplan peuvent porter sur des programmes très vastes, mais non pas sur l'ensemble de l'économie. Mais rien n'a ébranlé la puissance du Gosplan: ni la création, en 1932, des commissariats du peuple par branche d'activité, ni leur remplacement en 1957 par les sovnarkhozes à compétence régionale dans le but de supprimer des entreprises non rentables, d'éviter des frais de transport, d'assouplir la gestion de l'industrie.

La création, l'année dernière, de grandes régions économiques destinées à coordonner l'activité de plusieurs sovnarkhozes voisins ne fait que renforcer le pouvoir du Gosplan.

Quoi qu'il en soit, si la production industrielle de l'U.R.S.S. a augmenté de 9,2% en 1961 (chiffres fournis par l'administration centrale des statistiques), ce taux de croissance est inférieur à celui de l'année précédente et le plan n'a pas été accompli dans certaines branches de l'activité économique, notamment en ce qui concerne les chantiers industriels, la fonte, l'acier, les laminés, l'équipement chimique, le bâtiment.

Si on essaie d'expliquer ce ralentissement par des fautes d'organisation dénoncées par les dirigeants soviétiques eux-mêmes et par conséquent, par des insuffisances de la planification, c'est certainement parce que le don de prévision de ces dirigeants n'est pas aussi infaillible qu'ils veulent le faire croire et qu'il est nécessaire de tenir compte d'un facteur essentiel de la production: le producteur.

Car si, aux dires des Soviétiques, le double mécanisme de descente et de remontée des projets de plan est réalisé, cette affirmation est purement théorique: la participation de la base à l'élaboration du plan consiste uniquement, avant la fixation des directives générales du gouvernement, à informer l'organe de planification régional ou de la république sur les capacités de production existantes, sur les possibilités nouvelles, sur les besoins qui se font jour, puis à «*enrichir les chiffres de contrôle*», c'est-à-dire à détailler les directives venant d'en haut.

Un organisme, d'un échelon donné vérifie que les objectifs fixés par les organismes inférieurs rentrent dans les chiffres de contrôle qu'il a établis lui-même. Les projets ne sont plus des suggestions autonomes et il n'est pas rare que l'écart entre les chiffres proposés et ceux du plan soit de 20 à 25%. Pratiquement, les options principales sont prises dès le départ, c'est dire que les dirigeants soviétiques décident de la production.

Les chiffres de la production agricole sont beaucoup plus inquiétants que ceux de la production industrielle: la récolte des céréales de 1961 a à peine dépassé celle de 1960, a reculé dans certaines régions, les ventes de viande diminuent, l'augmentation de stockage des produits laitiers est très faible pour une population qui s'est accrue de 4 millions d'habitants, en 1961. Ce demi-échec de la planification russe sur le plan agricole s'explique d'une part, par la subsistance de la propriété privée, qui devait être un stimulant pour l'agriculture, mais qui a donné aux kolkhozes le caractère d'entreprises capitalistes fondées sur le profit, qui a livré une partie des terres à des exploitants méconnaissant souvent les engrais, les semences sélectionnées, la préparation du sol; d'autre part, les tendances bureaucratiques se sont développées, une profusion de fonctionnaires incompétents, au S.M.T. en particulier, est apparue, conséquence de l'instauration d'un régime capitaliste d'État.

VERS UN SYSTÈME D'AUTO-ADMINISTRATION.

Un essai a été fait en Yougoslavie dans le domaine agricole, pour permettre une accélération de la collectivisation. La création, par l'État, sous son contrôle, de coopératives de production, c'est-à-dire une collectivisation forcée à laquelle s'ajoutait une insuffisance des investissements, puis une période de sécheresse assez longue, ont conduit ces années dernières à des résultats catastrophiques.

Dans le domaine industriel, la volonté des dirigeants de supprimer le capitalisme d'État et les tendances bureaucratiques qui l'accompagnent les ont conduits à créer des *Conseils ouvriers*, qui ne font qu'approuver le plan de base établi par le comité pour l'Économie nationale et dont le rôle est inefficace. Il s'agit là, cependant, d'un essai intéressant de passage d'un système de planification centralisée à un système «*d'auto-administration*». Mais il s'agissait d'une initiative étatique, vouée à l'échec par sa nature même: l'État accorde en principe aux producteurs des prérogatives, mais pratiquement ne perd rien de son pouvoir de décision et d'administration.

La planification doit résoudre le problème du choix entre le présent et l'avenir, doit fixer les objectifs de production, les conditions de réalisation de cette production, c'est-à-dire fixer par exemple la part des investissements dans le revenu collectif, doit lutter contre le gaspillage au sein de l'entreprise ou contre les gaspillages sociaux, doit permettre au travailleur de choisir son emploi, doit respecter la liberté de choix du consommateur. Cette planification ne peut être que le résultat de l'expression de la volonté de tous, producteurs et consommateurs. S'il est difficile d'imaginer tous les membres de la collectivité participant à toutes les décisions concernant l'ensemble des problèmes économiques, des groupements dont certains existent déjà comme les coopératives de production ou de consommation, des conseils ouvriers autonomes, des communes économiques, regroupés, fédérés, peuvent et doivent engendrer la planification.

Mais en aucun cas, ces groupements ne doivent être l'émanation d'une puissance dominante, être une condition de la mise en application de la planification d'un État. Si les résultats matériels de la planification sont obtenus par un asservissement de l'homme, la planification est un échec elle doit servir l'individu, contribuer à son élévation sur tous les plans et ne peut le faire que si elle respecte sa liberté.

Éliane VERNON
